

Rapport de synthèse de la question sociale - 2001

Rappel de la question :

La baisse du pouvoir politique devant celui de l'économie ne va-t-elle pas fortement remettre en cause les principes démocratiques de notre société ?

La majorité des Loges ont conçu leur rapport, non comme une synthèse de points de vue différents exprimés en leur sein, mais bien comme une étude construite et élaborée, débouchant sur une mise en perspective humaniste et ouverte de la question.

Allant au delà du simple constat d'une dérive hégémonique du pouvoir économique et de l'évaluation du risque que fait courir cette situation à nos sociétés - même les plus attachées aux principes démocratiques - les Loges dans leur majorité, ont manifesté leur volonté de présenter des pistes visant à redonner à chaque pouvoir sa place et à promouvoir les conditions d'une réelle égalité sociale.

Afin de saisir de manière plus approfondie la portée de la question, un rappel des théories économiques aurait été souhaitable ; il aurait permis, notamment, de mieux caractériser les grands traits de l'économie mondiale actuelle en référence aux écrits des théoriciens du libéralisme et de leurs disciples néo-libéraux.

La synthèse des travaux des Loges, que l'on trouvera ci-après, s'est efforcée de prendre en compte les idées exprimées par chacune, d'en dégager les points de convergence sans pour autant négliger certaines différences d'appréciation quant au rôle de l'Etat. Ainsi chacun des ateliers concernés devrait-il retrouver, au passage, telle ou telle formulation, telle ou telle idée, telle ou telle citation extraits de son travail.

Voulant éviter, cependant, le reproche d'avoir procédé par "collage", cette présentation des travaux des Loges a tenu à en restituer la teneur en l'organisant autour d'un fil directeur, emprunté à la citation de Khalil GIBRAN, qu'une Loge a choisie pour conclusion de son travail.

“Echangez les dons de la terre... Ils vous seront multipliés et vous en serez comblés... (Mais) si cet échange ne s’accomplit ni dans l’amour ni dans la justice bienveillante, certains d’entre vous deviendront âpres au gain et d’autres en proie à la faim... Avant de nous séparer sur la place du marché, veillez à ce que nul ne reparte les mains vides ... (Il ne se) peut trouver de repos tant que les besoins des plus humbles parmi nous n’auront été assouvis” - Khalil GIBRAN-

Choisissant de se référer à cet auteur libanais, spiritualiste du début du vingtième siècle, une Loge de notre obédience a pu déceler dans ses écrits un écho à nos inquiétudes présentes ; des inquiétudes qui conduisent certains parmi nous à poser sans détour la question : ***la démocratie existe-t-elle vraiment ? Que reste-t-il aujourd’hui des principes qui la sous-tendent ? Quelle est la réalité de leur mise en pratique à travers le monde ?***

La chute du mur de Berlin a fait s’évanouir une forme de tyrannie totalitaire, contraire dans sa pratique aux idéaux qu’elle prétendait défendre ; le mur de l’argent, lui, auquel déjà Edouard Herriot s’était heurté, paraît plus que jamais inébranlable. Un mur qui, cependant, ne délimite aujourd’hui que des frontières virtuelles et incontrôlables, laissant chaque Etat isolément démuni devant le pouvoir financier des groupes multinationaux dont le poids dépasse souvent largement celui du budget de la majorité des Etats de la planète. L’influence grandissante du pouvoir de l’argent est une réalité que nous constatons et qu’il nous faut considérer sans pessimisme ni complaisance.

Le vide politique qui a suivi l’effondrement du communisme a favorisé le développement dans les pays de l’ex-bloc soviétique d’une économie de marché non maîtrisée qui a laissé le champ libre aux dérives mafieuses. Nous réalisons clairement qu’il eût fallu commencer par reconstruire l’Etat dont nous saisissons le rôle important non seulement de correction, mais d’institutionnalisation du marché. C’est là l’une des conditions de sauvegarde des principes démocratiques. Mais il faudra également que se manifeste la volonté de les appliquer, ce qui implique, à la fois, un effort d’imagination pour dynamiser la participation des citoyens et, la restauration du sens des responsabilités à tous les niveaux de la Cité.

- I – Les principes de la démocratie : *l'introuvable repos ...*

“Tant que les besoins des plus humbles parmi nous n’auront pas été assouvis ...” nous dit Gibran ...

Tel est bien, tel devrait être l’objectif fondamental de la démocratie qui ne saurait se résumer à la simple délégation de pouvoir à des élus, selon des règles favorisant l’alternance au pouvoir de ceux qui ont fait de la représentation des citoyens une profession.

Les Francs-Maçons s’accordent à dire que la démocratie doit être portée par une exigence d’égalité et de fraternité.

Sans recherche de la justice sociale, sans lutte contre les inégalités, sans défense du faible contre le fort, la démocratie, réduite à un jeu institutionnel formel, perd sa justification essentielle.

Aussi, les Francs-Maçons doivent-ils se poser, en toute lucidité, la question de l’écart qui sépare la réalité actuelle des idéaux qu’ils défendent et souhaitent répandre dans la société.

De même, au-delà de la rivalité des pouvoirs, ils doivent s’interroger sur les moyens de donner la parole aux citoyens afin qu’ils puissent influencer sur le cours de leur destin commun.

Ayant effectué cette mesure de la distance qui sépare le monde dominé par le néolibéralisme de la réalisation de leurs aspirations à l’amélioration de la société, les Francs-Maçons se doivent d’être porteurs des valeurs, issues de la tradition humaniste qui est la leur, et exercer leur vigilance afin de détecter les menaces qui tendraient à ne plus en faire que des références théoriques, des outils en quelque sorte devenus sans emploi.

- II – Un constat sans pessimisme ni complaisance : *“certains ...après au gain, d’autres en proie à la faim ...”*

Pouvoir politique, pouvoir économique, la lutte entre eux est devenue inégale.

Ayant vocation à anticiper – mais trop souvent l’impératif des échéances l’en écarte- , devant édicter des limites et faire en sorte que la loi morale garantisse le développement de l’être social , **le pouvoir politique paraît, à beaucoup, aujourd’hui, dépassé à la fois dans le temps et dans l’espace.**

La mondialisation, la concentration des empires financiers, la domination d’une puissance relayée par ses intérêts économiques et les défendant sans vergogne, n’ont de cesse de faire sauter, au nom du néolibéralisme, les derniers verrous de protection qui s’opposaient à l’hégémonie de ces constructions humaines que l’on nomme “les marchés”.

Par leurs implications diverses, par leur connaissance et l’exploitation savante des textes juridiques des différents pays, les multinationales ne sont plus obligées de se soumettre aux lois des Etats (lois sociales et fiscales notamment). Elles vont même jusqu’à imposer leurs propres règles à ces Etats mettant en péril la démocratie.

L'interdépendance des économies conduit fréquemment les dirigeants politiques à adopter les positions prises par des instances internationales telles que le Fonds Monétaire International ou l'Organisation Mondiale du Commerce dans lesquelles prévaut l'avis de spécialistes non élus. Ainsi se développe dans le monde entier ce qu'il a été convenu de nommer la pensée unique libérale.

Les nouvelles technologies de communication aidant, une course de vitesse s'est engagée, dans laquelle le pouvoir politique est notoirement distancé par le pouvoir économique dans la plupart des Etats. Ces derniers n'ont pour ressource que de trouver, a posteriori, quelques parades à l'apparition de zones de non-droit échappant à tout contrôle, aux dérives mafieuses ainsi qu'à la recherche exclusive du profit.

L'économie de marché, loin de se cantonner dans son rôle de production, de diffusion et d'échange de biens et de services, conditionne nos modes de vie et de pensée. Nous sommes devenus prisonniers d'un art de vivre dont nous ne pourrions nous passer que contraints et forcés.

Le consommateur l'emporte sur le citoyen, l'individu – cible des publicitaires – sur le collectif, l'intérêt particulier sur l'intérêt général qui tend à devenir une fiction pour instruction civique.

“Un pouvoir sans société” a-t-on pu écrire à propos de la mondialisation, un pouvoir souvent indifférent au sort des populations, un pouvoir qui aspire à niveler, à uniformiser, à gommer les traditions culturelles. Un pouvoir qui lamine les droits sociaux, perçus comme des entraves à la liberté d'entreprendre, des acquis montrés du doigt et volontiers qualifiés de privilèges injustifiés. Un pouvoir qui vise à instituer partout le règne du “JE” avide, personne indifférenciée et malléable, se substituant au “NOUS” civique, organisé et solidaire, plus coriace, mieux informé et plus résistant .

La rationalité économique, la logique de rentabilité, la recherche du profit considèrent la démocratie, la libre expression des citoyens, comme une gêne et le développement durable des pays pauvres comme un obstacle à l'exploitation de leurs ressources naturelles.

Tel est le paradoxe de la mondialisation : l'idée de démocratie et sa mise en pratique n'ont été possibles que dans des pays au développement économique avancé, or, dans ces mêmes pays, les pouvoirs de l'argent s'irritent des freins que le pouvoir politique, émanation des citoyens, voudrait opposer à leurs appétits expansionnistes. Ils s'en accommodent à domicile en multipliant les actions de lobbying auprès des pouvoirs publics et en soutenant les formations politiques qu'ils espèrent acquiescentes à leurs intérêts et dont ils attendent que les élus les défendent au nom de l'intérêt général.

Trop d'économie étouffe la démocratie, trop peu empêche son avènement.

De cette situation, dont l'évolution s'est sensiblement accélérée ces dernières années, résulte un ensemble de conséquences allant à l'encontre d'un espoir de traduction dans les faits des principes démocratiques :

1. la logique de ce que Rimbaud dans “ Les illuminations ” (titre repris par Viviane Forrester dans son essai) nommait “ l'horreur économique ” conduit à accroître les inégalités, tant entre les pays qu'entre citoyens d'une même nation, laissant les plus

faibles sur le bord de la route. Le Sud est toujours plus au Sud, les fossés toujours plus profonds ; le monde fait le grand écart jusqu'à, peut-être, un jour, finir écartelé dans de douloureuses convulsions non maîtrisables. La manière dont le FMI monnaie ses aides au détriment des dépenses sociales et de l'intérêt collectif est une illustration de ce danger ;

2. la solidarité s'efface au profit de la réalisation des seules aspirations à la réussite individuelle ; le caritatif panse les plaies des blessés les plus gravement atteints ; l'appel à la générosité publique comble les vides les plus criants ;
3. les richesses naturelles sont exploitées sans souci des perspectives de leur épuisement, de l'insuffisance de leur renouvellement et des retombées de leur consommation sur la qualité de l'environnement ; la recherche de résultats financiers privilégiant le court terme et liée à une insuffisance de réglementation expose l'être humain à des risques sérieux, notamment dans le domaine agro-alimentaire, comme une actualité récente l'a, hélas, amplement, démontré ;
4. partout l'Etat se désengage et se contente d'accompagner, renonçant à précéder, n'intervenant que pour corriger les effets de la crise lorsque son impact négatif apparaît trop douloureux pour la société. Les vieilles recettes keynésiennes ressortent alors des tiroirs et font une timide et peu convaincante apparition ; mais l'Etat-providence semble définitivement mort ;
5. le citoyen, méfiant ou indifférent, s'éloigne d'un pouvoir politique qu'il juge inefficace, trompeur et souvent corrompu. Cette déception ne peut que profiter aux partis extrémistes.

Certains s'alarment : la démocratie ne serait plus qu'une façade, un leurre ; elle ne survit en tout état de cause que dans une minorité de pays, dans les nations économiquement favorisées qui ne se privent pas de soutenir dans leur sphère d'influence économique et géopolitique des régimes peu respectueux des libertés démocratiques.

Mais plusieurs Loges tiennent à souligner que la désaffection pour l'intérêt général, le passage en quelque sorte de la *Res publica* à la *Res privata*, n'a pas pour seule origine la primauté du pouvoir économique et qu'il convient d'éviter à cet égard de tomber dans un manichéisme sommaire présentant l'économique comme le maître, le politique comme l'esclave.

Il y a au déclin du politique d'autres causes ; certaines lui sont imputables et sont dues, en particulier, à l'importance prise par les appareils technocratiques, qu'ils soient nationaux ou européens.

Face à ce constat, est-il possible, s'interrogent certains parmi nous, de réveiller la conscience populaire, de combler le vide idéologique qui tend à rendre interchangeables les quelques élites, nouvelle oligarchie qui, sous les apparences de la démocratie, aspire à nous gouverner ?

- III – Vers de nouvelles formes d’expression du politique ... “...veillez à ce que nul ne reparte les mains vides...”

Reconnaissant le bien fondé de la question posée, les Loges dans leur ensemble, estiment qu’effectivement la prééminence du pouvoir économique contribue à discréditer le pouvoir politique placé à sa remorque et risque de faire passer au second plan les exigences de la démocratie, singulièrement en ce qui concerne la justice sociale.

Certains vont même jusqu’à dire que la démocratie demeure introuvable et que le danger ne s’énonce pas au futur mais s’observe au présent, le mal étant selon eux déjà largement accompli.

Les Loges ne cèdent pas, cependant, à la tentation de la morosité face à une évolution qu’elles ne jugent pas irrémédiable.

Leurs réflexions à cet égard s’orientent dans trois directions :

- affirmer le rôle et l’autonomie du pouvoir politique
- reconnaître l’utilité des contre-pouvoirs à tous les niveaux de la vie civique
- promouvoir l’esprit de responsabilité.

La place du politique

La politique ne doit pas être une technique de domination , mais un art de la Liberté.

Si les conceptions exposées par les Loges diffèrent quant à l’importance et la nature des interventions de l’Etat, quant à l’efficacité des services publics et des appareils administratifs et quant au poids des prélèvements obligatoires, l’accord en revanche se réalise pour demander que les pouvoirs publics à tous les niveaux érigent des protections et des limites face aux appétits des acteurs économiques. Une économie sans arbitre met en péril la démocratie. Aucun système économique ne peut s’autoréguler ; il faut, pour l’encadrer, des règles politiques, fruits de choix démocratiquement réalisés, faute de quoi il ne peut qu’évoluer vers la dictature.

Il n’est pas, en effet, dans la vocation des décideurs économiques de jouer aux philanthropes et l’entreprise libérale ne répond qu’aux besoins solvables. L’économie de marché ne peut être un optimum social que dans le cadre des conditions de validité du modèle, c’est-à-dire théoriquement.

C’est à l’Etat et à ses représentants élus démocratiquement qu’il appartient de fixer les cadres de l’action sociale et d’assurer la redistribution des richesses dans une perspective de justice sociale.

C’est également aux pouvoirs publics qu’il incombe de faire barrage aux mouvements spéculatifs de capitaux.

Plusieurs Loges soulignent la nécessité de dépasser les cadres strictement nationaux et de faire de l’Europe un espace politique apte à endiguer les tendances hégémoniques du pouvoir économique mondial. La politique devant rester l’expression d’une volonté au service d’un idéal, elle seule peut prendre en charge l’humain, à la condition d’avoir le dessein de le servir et non de s’en servir. Remettre l’Homme au cœur de la société et l’économie à son service reste un choix fondamental.

Le progrès des techniques n'a pas libéré les êtres humains des contraintes de la nécessité et, au niveau mondial, famine et misère sont plus que jamais au rendez-vous. Reste que, partout où elle peut s'exprimer, la démocratie parvient à domestiquer, même partiellement, le capitalisme, en encadrant la dynamique du marché.

La réhabilitation du politique aux yeux de tous les citoyens, son exercice dans un cadre européen préoccupé de citoyenneté plutôt que de réglementation bureaucratique, son orientation vers la préservation à long terme de notre environnement, tout cela implique la reconnaissance et le développement de contre-pouvoirs.

Des contre-pouvoirs utiles et nécessaires

Tout pouvoir, même inspiré par les idéaux les plus généreux, même porteur des plus grandes espérances, a besoin de contreponds à l'action de contrainte qu'il exerce sur les citoyens. Il faut des vigies attentives afin d'assurer la fonction de veille que requièrent nos sociétés.

Face à l'ambition démesurée des marchés qui peut aller jusqu'à la constitution de puissants oligopoles régnant sur des pans entiers de l'économie, des contre-pouvoirs efficaces à l'échelle du monde sont devenus nécessaires.

Nous sommes à l'heure où la réaction – au sens positif du terme – s'impose pour lutter contre une certaine pente dite naturelle, allant vers toujours plus de concentration au profit d'un nombre de plus en plus réduit de puissants.

Des raisons d'espérer se font jour : Après les manifestations de Porto Alegre le pouvoir économique a compris qu'il lui faut désormais compter avec les bouillants et remuants anti-mondialistes.

Le projet de totale libéralisation des investissements (A.M.I.) a pu être mis en échec, l'idée d'une taxe sur les transactions spéculatives, défendue par l'ATTAC, fait son chemin, malgré les obstacles rencontrés.

Les syndicats, malgré les dérives corporatistes, les associations de consommateurs, malgré la faiblesse de leurs moyens, les media, malgré leur relatif manque d'indépendance, ont toujours un rôle à jouer pour s'opposer aux prétendues fatalités des "lois du marché".

Ils sont, en outre, de plus en plus relayés par les O.N.G. et les associations qui multiplient leurs actions au plan mondial et introduisent des liens de solidarité entre les hommes, hors de toute perspective de profit.

Les Etats et les institutions internationales ne doivent pas considérer ces organisations comme des rivales mais comme des regroupements capables de prendre en charge les problèmes délaissés par les réseaux publics et les entreprises. L'argent public destiné aux O.N.G., dont l'emploi doit pouvoir être contrôlé, peut contribuer à atteindre les objectifs de justice sociale, indissociables des principes démocratiques.

Un indispensable esprit de responsabilité

Paraphrasant Shakespeare, une L nous dit : “ Il y a quelque chose de pourri au royaume de la liberté individuelle ”, quelque chose qui conduit tout droit à la ploutocratie et, parallèlement, au désengagement du citoyen.

L'émergence nécessaire de contre-pouvoirs au niveau mondial ne doit pas faire oublier l'autre bout de la chaîne, celui de la proximité des lieux où vivent les hommes et où s'impose une action sociale soutenue pour recréer ce fameux “lien” que l'individualisme et la frénésie de consommation et de loisir ont passablement contribué à relâcher.

Il faut développer des formes de démocratie directe afin de dynamiser la participation des citoyens à ce qui conditionne leur vie quotidienne, dans leur village, dans leur ville, dans leur quartier et dans leur entreprise.

Le désintérêt du citoyen pour la chose publique ne saurait lui être totalement imputé. Trop habitué à déléguer, trop convaincu que son action tout comme son bulletin de vote se noieront dans un océan d'indifférence, le citoyen désinvesti doit retrouver le sens et le goût des responsabilités et de son engagement dans la vie de la Cité.

Cela passe bien évidemment par le rôle des éducateurs en charge des jeunes générations ; cela implique également de la part de chaque Franc-Maçon une attitude elle-même responsable dans un esprit de fraternité solidaire.

Ce mot, responsabilité, est probablement l'une des clés de la sauvegarde des principes démocratiques et de l'espoir que nourrissent les Francs-Maçons d'en voir les ambitions humanistes traduites dans des actions tout à la fois concrètes et empreintes d'une volonté d'anticipation.

*

* *